

Législatives (France) : Réponse collective à une infamie. Sur l'accusation d'antisémitisme portée contre LFI

mercredi 19 juin 2024, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 17 juin 2024).

D'accord ou non avec LFI, nous voulons montrer que l'accusation d'antisémitisme est une infamie politique : panique devant le Front populaire, diffamation contre une organisation combative, criminalisation du soutien au peuple palestinien. La lutte contre l'antisémitisme en sort affaiblie. À l'écoute des personnes qui ont pu être parfois heurtées, toute la gauche doit renforcer cette lutte commune.

L'antisémitisme est un fléau, qu'il s'incarne dans le négationnisme, le complotisme, la fabrique de stéréotypes diabolisants, les appels à la haine, et bien évidemment les agressions et la violence allant jusqu'au meurtre. L'antisémitisme est une ignominie qui doit être combattue avec la plus grande force et une détermination implacable : sans faillir.

Dans la conjoncture cruciale et dramatique que nous traversons, les adversaires du nouveau Front populaire répandent sur LFI une calomnie, en la caractérisant comme un « parti antisémite » voire « le plus grand parti antisémite du pays ». Cette accusation est d'une gravité sans nom. Elle se propage pourtant comme une formule toute faite dans certains médias et chez des personnalités politiques qui en ont fait leur unique « argument » dans une bataille haineuse contre toute une partie de la gauche. Il y a aussi des personnes sincères qui imaginent des accointances de LFI avec l'antisémitisme, à force d'entendre cette accusation diffusée dans tant de médias, au point que l'équivalence monstrueuse « LFI = antisémite » soit devenue une sorte de banalité, parfaitement naturalisée. Au-delà, la couverture médiatique réservée à cette organisation est effarante. La banalisation du RN est extrêmement grave elle aussi mais son traitement politique et médiatique est sans commune mesure avec le déversoir réservé à un parti dont le programme est la lutte contre les discriminations, pour la justice sociale et l'émancipation.

Les critiques, les discussions vives, l'expression de divergences voire de désaccords forts sont indispensables ; nous avons confiance dans le fait qu'elles se mèneront et d'autant mieux avec la conscience collective de cette nécessité : être à la hauteur d'une époque aussi grave. Que nous soyons d'accord ou non avec LFI, il s'agit dans ce texte de démonter une infamie et d'évoquer son soubassement politique, quand il n'est pas, simplement, politicien. À l'heure où nos droits, les biens communs, les principaux fruits des conquêtes sociales sont détruits un à un, les tentatives de disqualifier une organisation sincèrement engagée pour contribuer à stopper ces destructions au bulldozer sont à la fois ignobles et très claires : toutes proportions gardées, « Plutôt Hitler que le Front populaire ».

Répondre honnêtement aux personnes honnêtes, et démonter cette accusation abjecte, nous a paru une nécessité. Mais répondre vraiment : en tenant compte de ce qui a pu heurter, à l'heure où la recrudescence des actes antisémites crée non seulement de l'indignation mais de l'anxiété, avivant ou ravivant les peurs et les blessures, et la nécessité opiniâtre de combattre l'abjection qu'est

l'antisémitisme. Nous savons bien que le racisme dans nos sociétés est dramatiquement structurel et même systémique ; que l'antisémitisme en fait partie ; qu'il a une longue histoire, dont la gauche n'est pas exempte. Lutter contre tous les biais qu'il engendre demande une attention constante. Répondre, donc, de la manière la plus sérieuse et précise possible, est essentiel non seulement pour la gauche, mais aussi et surtout pour le combat contre l'antisémitisme, affaibli et dévoyé par ces accusations mensongères.

Peur panique devant le Nouveau Front populaire : quand l'abject atteint des sommets

Nous savons bien pourquoi cette offensive déchaînée est menée : la possibilité d'une arrivée de la gauche au pouvoir terrifie les représentants d'un ordre social, économique et idéologique. Il leur faut absolument briser l'alliance de gauche, disqualifier par une sorte de mise à mort politique l'une de ses forces les plus importantes et les plus combattives. Le Nouveau Front populaire engendre une profonde panique chez les tenants de l'ordre tel qu'il est. L'abject atteint donc des sommets.

Emmanuel Macron, dans une fuite en avant face à l'incendie politique qu'il a allumé en pompier pyromane, y est allé de son couplet inacceptable sur l'association entre LFI et l'antisémitisme. Meyer Habib de son côté parle de la France insoumise comme du « parti le plus antisémite, pro-terroriste et pro-islamiste ». Comme Emmanuel Macron lui-même, qui rabaisse ici considérablement la fonction politique qu'il occupe, il ose brandir le nom de Léon Blum qui d'après lui se retournerait dans sa tombe. « Non, ce n'est pas le Front Populaire, c'est le Front Antisémitite », déclare Habib. On a rarement vu un tel degré de calomnie. Et de retournement historique infâme : un mensonge et un abus éhonté de la référence au Front populaire de la part d'une droite et d'une extrême-droite violentes que les femmes et les hommes du Front populaire version 1936 auraient à n'en pas douter combattues de toute leur âme.

L'accusation d'antisémitisme portée contre LFI est un outrage. Pour ce parti en général, et pour celles et ceux, juives, juifs, qui en sont membres, ou simplement soutiennent ses positions, votent pour cette organisation. C'est le cas de plusieurs parmi nous, qui n'en peuvent plus de se voir associés-es à cette injure infâme et d'être traîné-es dans la boue. Jean-Luc Mélenchon, qui subit au quotidien cette disqualification à nos yeux injuste et écœurante, a eu ces mots lors d'un meeting du 23 mai dernier : « le cœur saigne en pensant à ceux de nos compatriotes juifs qui sont de notre avis et qui subissent tous les outrages, jusque dans leur propre famille. Notre pensée se tourne vers eux, en solidarité humaine, totale, complète ».

La criminalisation du soutien au peuple palestinien

Depuis que les bombardements ont commencé sur Gaza, LFI a dû braver une vague d'affronts, d'injures et d'infamies avec une position ferme de soutien au peuple palestinien. Plus le temps passe, plus c'est une évidence pour beaucoup, heureusement. Mais il y a d'abord fallu un certain courage pour résister à ce rouleau compresseur de la diffamation et la criminalisation de ce soutien. À l'heure où ce texte est écrit, une commission d'enquête de l'ONU vient d'accuser Israël de crimes contre l'humanité, d'extermination, de transfert forcé, d'actes de torture et de traitements inhumains. Tous ceux qui ont apporté leur aide, leur soutien officiel et des armes au gouvernement israélien ont du sang sur les mains. C'est pourquoi, dans la solidarité avec le peuple palestinien, et plus largement dans cette bascule du rapport à l'humanité, nous éprouvons de la gratitude pour les personnes qui sauvent la dignité : LFI en fait partie.

Le 7 octobre a été une journée monstrueuse. LFI l'a clairement dit : le Hamas et les autres organisations ayant participé aux tueries de civils ont commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, et bien sûr des actes terroristes. Il n'y a pas de tergiversation sur ce terme, on peut d'ailleurs trouver nombre de déclarations publiques - de Mathilde Panot, Jean-Luc Mélenchon,

Alma Dufour, Aymeric Caron, Rima Hassan, Manuel Bompard et de bien d'autres encore, indiquant clairement que ces tueries étaient des actes terroristes [1]. Aux lendemains du 7 octobre, s'il y a eu parfois une hésitation sur la caractérisation du Hamas comme organisation terroriste, c'est essentiellement pour une raison de qualification juridique au regard du droit international. Mais évidemment, ces tueries atroces ont été condamnées avec la plus grande fermeté, dans l'effroi partagé. Elles n'ont pas cessé de l'être depuis par LFI. Le 12 octobre, dans un communiqué, étaient rappelées sa « condamnation totale des crimes commis lors de l'attaque opérée par le Hamas sur le territoire israélien » et sa « condamnation de tous les actes de terreur, crimes de guerre, susceptibles d'être requalifiés en crimes contre l'humanité par la justice internationale ».

La tragédie en cours à Gaza est accélératrice des calomnies chez les soutiens inconditionnels du gouvernement israélien. La démarche de la France insoumise est très claire : une solidarité active avec le peuple palestinien et en particulier la population gazaouie, qui subit selon LFI un génocide. Elle n'est pas seule à utiliser cette caractérisation : c'est le cas de nombreux-ses juristes, historien-nes, chercheur-ses, universitaires, organisations internationales, et notamment plusieurs historiens israéliens spécialistes de l'histoire des génocides et en particulier de la Shoah, à l'instar de Raz Segal ou Amos Goldberg ... Mais la bataille à ses yeux n'est pas d'abord sémantique : elle ne porte pas sur le terme. Ce qui compte pour elle, c'est de mesurer l'ampleur abominable du drame qui se déroule sous nos yeux : un événement historique tragique ayant peu d'équivalent.

Dans ce contexte effroyable, certains détracteurs accusent la France insoumise de vouloir « assimiler les juifs à des nazis » parce qu'elle parle de génocide à Gaza. Double erreur inqualifiable. D'abord évidemment, les juifs ne sont en rien assimilables à Israël et, en Israël même, des manifestations considérables demandent l'arrêt des massacres ; ensuite, c'est une insulte à toutes les victimes de génocides de réduire une appellation fondée sur le droit international et d'en faire une spécificité nazie.

Les accusations contre Rima Hassan sont particulièrement choquantes, parmi d'autres. Que des « chroniqueurs » puissent affirmer sans ciller qu'elle aurait [2]. R. Hassan est d'une solidité à toute épreuve sur le sujet, connaît l'histoire des persécutions antisémites, comprend la peur face à leur recrudescence et exprime cette compréhension avec une véritable attention – sensible, humaine, politique. Si elle est une cible privilégiée de détracteurs sans vergogne et sans honneur, c'est qu'elle ne s'excuse pas d'être Palestinienne. Il est inadmissible, éthiquement et déontologiquement, d'associer à une quelconque forme d'antisémitisme l'expression qu'elle utilise comme tant et tant d'autres : « Du fleuve à la mer, la Palestine sera libre ». Dire que cet espoir politique serait antisémite est une odieuse manipulation. Rima Hassan n'a cessé de le répéter avec les plus grandes clarté et fermeté : il s'agit d'une aspiration que portent depuis des décennies les partisans d'une paix fondée sur l'anticolonialisme, une coexistence des deux peuples sur cette même terre, un État binational. À ceux qui jugent cet espoir utopique, elle répond avec l'exemple, de fait probant et concret, de l'Afrique du Sud post-Apartheid. Quoi que l'on pense de ce débat ancien et sans cesse renouvelé, entre la « solution à deux États » et la perspective d'un seul État fondé sur l'égalité, l'accusation d'antisémitisme est au minimum le signe d'une grave inculture politique et au pire, pour les malveillants sans scrupules, une attaque infamante qui doit être fermement condamnée, au lieu d'être reconduite dans tant de médias sans interrogation aucune et sans matrice factuelle sur un enjeu pourtant essentiel.

Évidemment, même si la diffamation contre LFI sur un sujet aussi important ne date pas du 7 octobre 2023, elle se déverse sans plus aucune digue depuis. Ce flot d'injures a encore vu son débit se renforcer avec l'annonce par Emmanuel Macron de la dissolution de l'Assemblée. De telles attaques n'ont rien d'étonnant, mais sont particulièrement perverses venant de partis qui parfois se sont compromis dans des formes diverses de complaisance avec l'antisémitisme, historique ou actuel. Que nous sachions, la réhabilitation des antisémites Pétain et Maurras n'a pas été

programmée par LFI, mais par Emmanuel Macron. Personne, à la LFI, ne peut être accusé comme Gérald Darmanin d'avoir été membre de l'Action française, une ligue royaliste notoirement antisémite, ou d'avoir cité l'historien antisémite Jacques Bainville lors d'une intervention à la tribune de l'Assemblée nationale.

L'antisémitisme est un poison

« L'antisémitisme est un poison. » Mathilde Panot n'a cessé de le répéter. Jean-Luc Mélenchon l'a rappelé maintes fois, sous différentes formes, et notamment avec ces mots : « Chaque juif dans le plus modeste village de France doit savoir que s'il est mis en cause parce qu'il est juif, il me trouvera à l'instant d'après à ses côtés. Tout ce qui ressemble à de la discrimination sur la base de la religion, du sexe ou de la couleur de peau m'insupporte au dernier degré et [je la combats politiquement](#) ». Dans une allocution à l'Assemblée nationale le 19 février 2019, alors que des tags antisémites avaient été tracés sur des murs et qu'Alain Finkielkraut avait été insulté en marge d'une manifestation de Gilets jaunes, Jean-Luc Mélenchon a rappelé que ces actes antisémites n'étaient en rien des faits mineurs, qu'ils étaient « choquants », « détestables » et « inacceptables » ; il a exprimé sa « condamnation la plus nette et ferme » de l'injure antisémite lancée à A. Finkielkraut et son inquiétude devant cette « vieille et horrible habitude de désigner des boucs-émissaires ». Il a également ajouté, dans un tweet cette fois : « Autour de Finkielkraut, il y avait aussi des Gilets jaunes qui voulaient le défendre et s'opposer à l'attaque. [Je suis avec eux](#) ».

Il y aurait beaucoup d'exemples à donner pour étayer le combat de la gauche en général et de LFI en particulier contre l'antisémitisme. Le 28 mars 2018, lors de la marche blanche en hommage à Mireille Knoll, victime d'un assassinat antisémite, Jean-Luc Mélenchon rappelait la nécessité que « toute la communauté nationale serre les rangs, manifeste de la compassion, de l'amour ». Lui et Éric Coquerel, Clémentine Autain, Alexis Corbière, Raquel Garrido notamment, qui participaient dignement à cette marche, en avaient été chassés d'une manière honteuse par la Ligue de défense juive [3]. Cette brutalité indécente n'avait évidemment pas empêché J.-L. Mélenchon de considérer qu'elle était un « épiphénomène », à l'importance sans rapport avec la gravité du meurtre antisémite commis. Il fallait avant tout, rappelait-il, se sentir solidaires et au côté de toutes les personnes juives qui pourraient se sentir en danger.

Le 29 octobre 2023, des dizaines de personnes se sont introduites sur la piste d'atterrissage de l'aéroport de Makhatchkala au Daguestan en Russie et s'en sont prises à un avion en provenance de Tel-Aviv pour « s'opposer à tout débarquement de juifs dans la ville » au prétexte de la guerre en Israël et Palestine. Le positionnement de LFI a été là encore très clair, comme en témoigne [sa déclaration](#) : « Ces événements sont particulièrement graves et choquants. S'ils sont d'une ampleur inédite, ils ne sont pas isolés. Depuis les attaques du Hamas contre Israël le 7 octobre dernier, les témoignages et signalements d'actes antisémites se sont multipliés en France. Nous les condamnons avec la plus grande fermeté. Nous réaffirmons notre refus d'une lecture du conflit israélo-palestinien fondée sur un "choc des civilisations" et des appartenances religieuses qui ne fait qu'attiser l'antisémitisme et le racisme anti-arabes ou anti-musulmans. Nous assurons notre soutien et notre solidarité envers toutes les personnes qui en sont victimes, en France et partout dans le monde ».

On sait aussi combien la marche contre l'antisémitisme du 12 novembre 2023 a suscité de clivages, à gauche. Il ne s'agit pas ici de trancher sur ce qu'il fallait faire ou non : chacune et chacun, en tant qu'individus, collectifs ou organisations, a pris en conscience ses responsabilités. Le sujet étant LFI, rappelons que sa position était : « Il est impossible de manifester avec l'extrême droite contre l'antisémitisme » ; mais il était à ses yeux nécessaire de manifester contre l'antisémitisme, d'une manière sûre et sans ambiguïté. C'est pourquoi elle a pris part au rassemblement au square des Martyrs juifs du Vélodrome d'hiver. Elle avait d'ailleurs préparé un rassemblement plus conséquent, interdit par la Préfecture de police. Cependant qu'ont retenu les médias ? Uniquement l'arrivée de

contre-manifestants venus perturber la solennité et le recueillement qui caractérisaient cette initiative. Nouvelle opération réussie pour les contempteurs de LFI : la trace médiatique générale sur ce moment de lutte contre l'antisémitisme se réduit aux pancartes brandies par les perturbateurs « Touche pas à mon Vel' d'Hiv' » et à l'insulte de « collabos » lancée aux militant-es LFI en raison de leur position sur Gaza.

Ce qui a pu heurter : écouter les premières et premiers concerné-es

Nous savons distinguer nettement les accusations fondées sur un objectif politique et idéologique, de la part des ennemis de la gauche, et les critiques émanant des premières et premiers concerné-es dans le cas de l'antisémitisme. Ce principe d'entendre les premières et premiers concerné-es compte, dans toutes les luttes et dans celle-ci en particulier. Nous en connaissons aussi les limites, dont nous sommes en quelque sorte la démonstration, nous, autrices et auteurs de ce texte. Car parmi nous figurent des juifs et juives qui ne partagent pas l'analyse d'autres sur ces questions, malgré notre ancrage commun à gauche. Et nous sommes à mille lieues évidemment de celles et ceux qui votent à l'extrême droite et imaginent qu'un parti xénophobe, dont plusieurs cadres, députés, responsables départementaux et régionaux, ont des liens très directs avec le racisme et le suprémacisme blanc, aurait abandonné son antisémitisme originel, celui d'un courant politique qui a explicitement collaboré aux persécutions antisémites génocidaires. Quoi qu'il en soit, ce principe éthique de l'attention aux premières et premiers concerné-es nous importe et nous anime, dans cette analyse comme ailleurs. Et c'est pourquoi nous tenons à revenir en détail sur ce qui a pu heurter.

Il s'agit de plusieurs propos tenus par Jean-Luc Mélenchon. Le 28 octobre 2021 sur BFMTV, alors que l'interview semble de toute évidence terminée et qu'il est déjà en train de ranger ses affaires et ses papiers, J.-L. Mélenchon se voit poser la question d'un possible antisémitisme chez Éric Zemmour. Surpris par cette formulation, il répond : « Monsieur Zemmour ne doit pas être antisémite parce qu'il reproduit beaucoup de scénarios culturels : on ne change rien à la tradition, la créolisation, mon dieu, quelle horreur... Tout ça ce sont des traditions qui sont beaucoup liées au judaïsme. Ça a ses mérites, ça lui a permis de survivre dans l'histoire ». L'accusation d'antisémitisme associée à ces propos nous paraît parfaitement infondée, et bien sûr *a fortiori* l'usage qui en a été fait pour brandir des infamies comme « Mélenchon antisémite », « LFI parti antisémite », « LFI parti le plus antisémite du pays ». Dire que l'histoire du judaïsme est en partie pétrie d'un rapport de fidélité aux traditions, à la transmission, à la perpétuation d'une culture afin de survivre parfois dans les pires conditions imaginables d'adversité et de persécutions, c'est indéniable [4]. Pour autant évidemment, le judaïsme ne saurait s'y réduire, d'autant qu'il n'est pas homogène mais profondément divers. Exprimer cela était donc réducteur et incomplet. De surcroît, il pouvait laisser penser que Zemmour est xénophobe et raciste en raison de sa judéité. C'est une erreur et d'ailleurs Jean-Luc Mélenchon l'a aussitôt reconnu en expliquant s'être « mal exprimé ». Éric Zemmour a multiplié les sorties antisémites, en tentant de jeter le trouble sur l'innocence d'Alfred Dreyfus, en affirmant de manière aberrante qu'il n'avait pas été attaqué en tant que juif, ou bien encore en prétendant par une falsification historique que Pétain aurait « sauvé des juifs » : quelle ignominie.

Au soir d'une grande manifestation contre les massacres à Gaza, le 22 octobre 2023, l'essentiel des médias a été consacré à un mot que Jean-Luc Mélenchon avait alors prononcé : « camper ». Il avait dit en effet que pendant ce temps, la présidente de l'Assemblée nationale « campait à Tel-Aviv ». Yaël Braun-Pivet s'est immédiatement insurgée en jugeant le mot antisémite. Une considérable part du monde politique s'est ensuite alignée et on n'a plus parlé que de ça. Tour de force parfaitement insensé. Mis en demeure de s'expliquer sur ce mot, J.-L. Mélenchon a dit pourquoi ce terme « camper » lui était venu : d'abord en lien avec le « campisme », mot que l'on utilise dans les milieux militants pour désigner un positionnement qui choisit son camp entre les blocs géopolitiques Ouest/Est. Il a aussi rappelé, à propos des campements, la dimension militaire de la visite de Y.

Braun-Pivet accompagnée de M. Habib et É. Ciotti : en treillis, arborant fièrement un soutien offensif au gouvernement israélien et, de ce fait, un positionnement on ne peut plus belliqueux à l'heure d'atroces bombardements sur Gaza. Mélenchon a voulu dire : « Pas en notre nom ». Que ce mot « camper » soit venu étayer l'accusation d'antisémitisme nous apparaît à nous, juives, juifs, ou non, absurde. Mais évidemment non dépourvu de sens et d'intention : intimider, faire taire et fustiger celles et ceux que la situation en Palestine horrifie, tel est le résultat de cette opération.

L'antisémitisme prend toutes sortes de formes retorses. En particulier celle du *dogwhistle* sur Internet : des antisémites utilisent des sortes de codes, des allusions en apparence « innocentes », pour désigner dans une logique complotiste les juifs sans les nommer, afin de passer sous les radars et ne pas risquer de poursuites. On comprend dans ces circonstances que des personnes, juives ou non, mais en premier lieu celles qui connaissent très bien, pour le subir et le combattre, la longue histoire de l'antisémitisme, soient particulièrement vigilantes face à cette diffusion de tropes antisémites.

C'est ce qui a valu des reproches à David Guiraud et même des attaques extrêmement virulentes. En effet, dans un tweet de janvier 2024, suite à une plainte contre lui déposée par l'Observatoire juif de France pour apologie de terrorisme en raison de sa position sur Gaza, il a posté un dessin issu du manga populaire *One Piece* faisant référence aux « Dragons célestes ». Il s'agit des « méchants » de l'histoire, sans scrupules et sans morale. David Guiraud est un bon connaisseur de mangas et il cite régulièrement *One Piece*. Il a de toute évidence été très surpris qu'on l'accuse d'antisémitisme à ce sujet et s'en est expliqué, en rappelant que ces « Dragons célestes » créés par Eiichirō Oda n'avaient rien à voir avec les juifs, ni avec une quelconque appartenance religieuse ou « raciale » ; selon lui, ceux qui l'imaginaient n'avaient rien compris à l'histoire. En découvrant que des personnes aient pu être heurtées, il a annoncé supprimer ce tweet et l'a fait. Mais, depuis, cet épisode est tombé dans l'escarcelle des accusateurs : Guiraud serait antisémite, car des antisémites utilisent ce *dogwhistle* sur les réseaux sociaux.

Nous comprenons que bien des personnes soient en alerte face aux méthodes du *dogwhistle* parce qu'elles constituent une manière à peine masquée et particulièrement délétère de répandre l'antisémitisme. En l'occurrence, l'accusation portée contre David Guiraud nous paraît absolument injuste. Non seulement nous affirmons qu'il n'est pas antisémite, mais en outre nous pensons que son post ne l'était pas et que, comme il l'a indiqué, il ignorait l'usage de ce *dogwhistle*. Bien sûr, pour les personnes qui consacrent à juste titre beaucoup de temps à les repérer, cela paraîtra étonnant. Mais en fait cette référence est loin d'être largement connue et il est évident, à la manière dont D. Guiraud a fait amende honorable, qu'il ne la connaissait pas.

Parmi d'autres, l'écrivain Antonin Atger a évoqué ce *dogwhistle* des Dragons célestes ; à un internaute lui faisant remarquer que Guiraud s'était expliqué sur son choix et avait supprimé son post, A. [Atger a répondu](#) : « Je ne dis pas qu'il est antisémite, j'explique pourquoi il est accusé de l'être. » Tout est là, comme on le voit aussi dans [un article paru dans Mediapart](#) et consacré à Jean-Luc Mélenchon. Signé de Lénaïg Bredoux et Fabien Escalona, le texte commence par souligner combien, en matière d'accusations d'antisémitisme à l'encontre de Jean-Luc Mélenchon, « la droite, y compris macroniste, et l'extrême droite s'en donnent à cœur joie. Fût-ce en tombant dans le mensonge et la mauvaise foi la plus caricaturale ». En réalité, tous les auteurs cités dans l'article pour soutenir la thèse selon laquelle certaines sorties seraient problématiques reconnaissent que J.-L. Mélenchon n'est pas antisémite et que ses propos ne le sont pas davantage. Le spécialiste de l'extrême droite Jean-Yves Camus entend rappeler surtout la gravité de l'antisémitisme et du négationnisme d'extrême droite. À propos de Jean-Luc Mélenchon, qu'en aucun cas il ne met évidemment sur le même plan, il évoque, pour les quelques exemples cités tel l'emploi du verbe « camper », des « termes inappropriés qui laissent la place à des accusations ». [Le politiste Arnault Skornicki a lui aussi expliqué](#) : « On peut épargner un procès d'intention à JLM. [Mais] le sens d'un

énoncé ne dépend pas seulement de l'intention (même bonne) du locuteur ; il dépend aussi de l'air du temps qu'ont à l'esprit les auditeurs [...]. Les signifiants flottants sont d'autant plus dangereux quand la conjoncture elle-même est glissante ». [Cité lui aussi](#), le socialiste Jérôme Guedj affirme de son côté que Jean-Luc Mélenchon « n'est pas antisémite ». Il en va de même pour le sociologue Michel Wieviorka, également cité. On comprend donc que le problème ne vient pas directement des mots employés par Jean-Luc Mélenchon, ici caractérisés comme non antisémites, mais d'un contexte qui incite à plus de prudence et de vigilance. Dans cet article de *Mediapart* figure ainsi une série de glissements survenus suite aux propos de Mélenchon : ils ne sont pas antisémites mais en contexte ils sont interprétés de façon à entraîner des accusations.

Nous avons conscience que des propos aient pu troubler et même blesser. Et nous sommes d'accord avec les interpellations qui sont faites lorsqu'elles sont intègres : d'une part, être particulièrement aux aguets pour ne pas reproduire ce qui pourrait heurter ; de l'autre, savoir le reconnaître. C'est ce qu'ont d'ailleurs fait Jean-Luc Mélenchon après ses propos sur le rapport aux traditions dans le judaïsme et David Guiraud suite aux critiques de son tweet sur les Dragons célestes.

Contre l'antisémitisme : poursuivre le travail collectif

C'est pour nous une certitude : toutes les formes d'inquiétude voire d'indignation venues de personnes de bonne foi doivent être entendues. Ces voix ne devraient jamais être silencieuses, leurs remarques ne devraient jamais être balayées d'un revers de main ou subir la moindre accusation comme celle d'une supposée paranoïa. Nous accordons une véritable importance à cette mise en alerte. La plus grande attention est de mise et nous pensons qu'il faut davantage de vigilance, à gauche en général, face à cette situation où l'antisémitisme ne devrait jamais faire l'objet d'une minorisation. En particulier, nous ne pensons pas que l'antisémitisme soit « résiduel », comme l'a déclaré Jean-Luc Mélenchon. Nous savons qu'il pensait en particulier aux manifestations en soutien au peuple palestinien, et qu'il voulait inscrire son constat dans la longue durée, notamment en rapport avec les enquêtes nombreuses qui avaient montré le recul de l'antisémitisme durant les dernières décennies. Mais depuis quelques années, et singulièrement ces derniers mois, sa recrudescence est certaine. Et inquiétante. Elle doit être dénoncée avec force et solidarité.

C'est pourquoi, en rédigeant ce texte, nous avons été particulièrement sensibles aux élaborations que proposent sur le sujet, parfois de longue date, des militant-es contre l'antisémitisme. Force est de reconnaître qu'il y a un travail collectif à poursuivre, à gauche, sur cet enjeu essentiel. Ce qui nous importe particulièrement dans ces analyses, c'est l'interpellation adressée aux organisations de gauche pour qu'elles ne fassent pas taire les voix qui les critiquent, lorsqu'elles sont intègres, sur les enjeux de l'antisémitisme, comme sur d'autres sujets à l'instar du validisme ; qui leur demandent de les écouter quand elles sonnent l'alarme ; parce qu'elles mènent un travail patient, en tant que premières concernées. Elles demandent à la gauche d'être capable d'autocritique et elles ont raison d'en appeler à cette capacité ; elles ont aussi raison de considérer que cela ne desservira pas son projet émancipateur, tout au contraire. Nous pensons que tous ces points sont justes. Et d'autant plus que, pour les premières concernées, « ce n'est pas toujours évident de mettre des mots sur un inconfort ou sur une attaque. De savoir nommer précisément ce qui a été blessant. Cela demande un travail personnel de réflexion, qui peut parfois être long [5] ».

Cependant nous ne pouvons suivre, par exemple, l'une de ces plus importantes contributions, sous la plume d'Olia Maruani, [quand elle écrit](#) : « L'antisémitisme se loge aussi désormais parfois (voire souvent) dans la diabolisation de l'État d'Israël ». Il est certain qu'une forme d'antisémitisme vient de la situation en Palestine ; mais rien, absolument rien ne peut l'attester à gauche. LFI n'a ainsi cessé de répéter qu'en aucun cas l'État israélien, lorsqu'il commet ses crimes, ne pouvait être rapproché et assimilé aux juifs et juives, y compris bien sûr israéliennes et israéliens. Nous estimons aussi, à l'inverse de ce texte, que la gauche ne minimise pas les actes antisémites et ne cherche pas

à les passer sous silence lorsqu'ils adviennent. Nous ne pensons pas davantage que la gauche dilue la lutte contre l'antisémitisme dans un combat plus vaste contre le racisme. Très souvent, des initiatives, des affiches, des banderoles, des textes évoquent explicitement une lutte « contre le racisme et l'antisémitisme ». Au risque d'ailleurs parfois de susciter l'interrogation voire la critique de certaines personnes concernées, qui estiment préférable de dés-exceptionnaliser l'antisémitisme en le considérant avant tout comme un racisme, même s'il se déploie sous des formes différentes d'autres racismes. De nouveau, on voit ici l'importance de mettre en avant les positions des premiers et premières concerné-es, mais aussi les contradictions qu'elle fait surgir, en raison de divergences de stratégies et d'appréciations.

C'est un rappel, mais il est de taille : jamais un membre de LFI n'a été condamné pour antisémitisme. Nous n'en faisons évidemment pas un argument valable à lui seul, en soi et pour soi. Mais cette réalité importe. *A contrario*, en 2012, Jean-Luc Mélenchon a gagné son procès contre Jean-François Copé, Nathalie Kosciusko-Morizet et Alain Juppé qui l'avaient accusé d'antisémitisme : tous trois ont été condamnés par le tribunal correctionnel de Paris au titre du préjudice moral. Plus récemment, le 28 février 2022, le tribunal judiciaire de Paris a condamné CNews à accorder un droit de réponse à LFI accusée sur cette chaîne d'être un parti antisémite.

Au-delà de ces faits, juridiques et judiciaires, nous lançons un cri d'alarme, dans tous les sens du terme, car nous sommes de fait profondément alarmé-es des périls engendrés par la situation. Il faut que cessent les accusations d'antisémitisme infondées. Elles ont un effet délétère. Si le verbe « camper » est considéré comme antisémite, si le vocable « rescapée » est antisémite, si le mot « financier » est antisémite, alors tout l'est et par là même plus rien ne l'est. Nous voulons exprimer ainsi notre désolation à constater la banalisation de l'ironie à ce sujet ; un exemple entre cent répandus sur les réseaux sociaux : « Et #mangetesmorts, c'est antisémite ?? » Cet usage de la dérision est très problématique car il contribue à invisibiliser et minorer la réalité de l'antisémitisme. Et nous sommes particulièrement mortifié-es d'entendre des personnalités qui, officiellement au nom de la lutte contre l'antisémitisme, l'alimentent en réalité, en reproduisant et diffusant les clichés antisémites les plus dangereux et les plus éculés. C'est ainsi que, invité le 3 juin 2024 par Bernard-Henri Lévy à une soirée sur l'antisémitisme, le linguiste Jean-Claude Milner a soutenu que la proposition de « taxer les riches » serait antisémite parce que « les juifs sont riches ». Une sortie catastrophique véhiculant un stéréotype antisémite sordide.

Toute la séquence ouverte autour de 2022 avec cette obsession d'affirmer que la France insoumise serait soit au bord soit à l'extérieur de l'arc républicain est une infamie, d'autant plus indécente qu'elle s'en prend à un parti extrêmement attaché à l'idée de république et qui en connaît très bien l'histoire. Nous les observerons non sans épouvante, tous ceux qui décideront de voter RN plutôt que LFI aux prochaines élections législatives dans les situations de duels. Nous nous souvenons de ce qu'avaient déjà exprimé certains d'entre eux, comme Raphaël Enthoven reconnaissant pouvoir voter Le Pen plutôt que Mélenchon, à « 19H59 », dans le cas d'un tel duel. Alain Finkielkraut affirme à présent qu'il sera peut-être « contraint » de voter RN pour « faire barrage à l'antisémitisme ». C'est le monde à l'envers et c'est on ne peut plus honteux. Car le FN/RN est un parti qui non seulement est né dans un antisémitisme meurtrier mais qui en réalité, sous la façade, continue de l'entretenir. Nous voulons exprimer notre sidération devant les résultats dans une circonscription comme celle des « Français de l'étranger » à Tel-Aviv et Haïfa, où la liste de Marion Maréchal est très, très largement en tête avec 45,75 % des voix, à l'élection au Parlement européen qui vient d'avoir lieu.

Nous savons bien aussi que la position courageuse, cohérente et constante de LFI sur la Palestine en général et Gaza en particulier se paie au prix fort - néanmoins toujours dérisoire au regard de

l'abominable tragédie dont nous sommes les contemporains. Ceux qui prétendent que le sujet est « obsessionnel » de sa part et que cette « obsession » même serait antisémite auront un jour à regretter une telle accusation. Car nous assistons, sans doute, à un génocide, en tout cas évidemment à d'effroyables massacres : des crimes contre l'humanité. Et nous n'en parlons pas encore assez, nous n'agissons pas encore assez, malgré les forces que nous y engageons, en comparaison à la dimension cauchemardesque de cet événement dont l'histoire humaine sera marquée à jamais.

LFI a participé à de nombreuses luttes ces dernières années. Ses député-es ont été souvent d'un grand courage. Le déversoir indigne qui s'abat en permanence sur ces personnes issues de milieu sociaux divers le rend encore plus exemplaire. Même si nous ne sommes pas toutes et tous d'accord avec son programme, ce projet est celui de la justice sociale, un combat pour l'équité et la dignité face aux logiques oppressives, à la violence du capital et aux prédatations de toutes sortes. À l'heure du rouleau compresseur qui entend nous écraser, il est crucial de combattre les falsifications, les mensonges et les calomnies. Il n'est pas grandiloquent d'affirmer que l'histoire les jugera. Pour autant, ne l'attendons pas.

Fabien Archambault (historien)
Simon Assoun (militant juif décolonial)
Ludivine Bantigny (historienne)
Arno Bertina (écrivain)
Christophe Bertossi (politiste)
Véronique Blanchard (historienne)
Johann Chapoutot (historien),
Déborah Cohen (historienne)
Heitor de Macedo (metteur en scène, psychanalyste)
Paul Elek (chercheur et chroniqueur)
Annie Ernaux (écrivaine)
Fanny Gallot (historienne)
Isabelle Garo (philosophe), Michelle Guerci (journaliste, militante féministe antiraciste),
André Gunthert (historien)
Leslie Kaplan (écrivaine)
Thierry Labica (angliciste)
Adam Laloum (pianiste classique)
Albert Lévy (juriste et ancien magistrat)
Michael Löwy (sociologue)
Fanny Madeline (historienne)
Joëlle Marelli (traductrice)
Dominique Natanson (animateur du site Mémoire Juive & Éducation, porte-parole de l'Union juive française pour la paix)
Fabrice Riceputi (historien)
Jérémy Rubenstein (historien)
Michèle Sibony (militante anticolonialiste)
Julien Théry (historien)
Laurent Thines (neurochirurgien, auteur)
Olivier Tonneau (historien des idées)
Enzo Traverso (historien)
Jean-Philippe Uzan (chercheur, astrophysicien)
Eleni Varikas (philosophe)

Ce texte a également été publié ici et nous en remercions David Dufresne :

<https://www.auposte.fr/reponse-collective-a-une-infamie-sur-laccusation-dantisemitisme-portee-contre-la-france-insoumise/>

P.-S.

- BILLET DE BLOG (MEDIAPART) 17 JUIN 2024 :
<https://blogs.mediapart.fr/ludivine-bantigny/blog/170624/reponse-collective-une-infamie-sur-l-accusation-d-antisemitisme-portee-contre-lfi>

- Ludivine Bantigny

Historienne

Abonné-e de Mediapart

Ce blog est personnel, la rédaction n'est pas à l'origine de ses contenus.

Notes

[1] Rima Hassan, « Accusée d'antisémitisme. "Pourquoi je porte plainte contre l'animateur Arthur" », Le Média, 1^{er} février 2024.

[2] Yoann Usai sur Cnews le 18 avril 2024.

[3] Organisation d'extrême-droite jumelle à celles des États-Unis et d'Israël, où elles ont été interdites (et classées comme organisations terroristes par le FBI depuis 2001).

https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2014/07/23/au-fait-qu-est-ce-que-la-ligue-de-defense-juive_4461247_4355770.html

[4] Voir à ce sujet le magnifique ouvrage de Stéphane Mosès, L'Ange de l'histoire. Rosenzweig, Scholem, Benjamin, Paris, Seuil, 1992 ; et le tout aussi important Zakhor, Histoire juive et mémoire juive de Yosef Hayim Yerushalmi (Paris, Gallimard, 1991).

[5] <http://golema.net/analyses/quelques-reflexions-sur-lantisemitisme-et-son-deni-a-la-france-insoumise/>